

Unité départementale Anjou Maine
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE

rue de la Tricottière
413 rue du Terras
53100 MAYENNE

Références : 2022-297_SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE_INSP_RAP.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE implanté rue de la Tricottière 413 rue du Terras 53100 MAYENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE
- rue de la Tricottière 413 rue du Terras 53100 MAYENNE
- Code AIOT dans GUN : 0006301010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Oui

La société Laitière de Mayenne (ex BESNIER) est implantée à Mayenne depuis 1969. C'est une SNC dont la société « Groupe LACTALIS » est gérante.

Elle est spécialisée dans la transformation de matières premières issues du lait. Les produits fabriqués sont destinés à l'industrie alimentaire et à l'alimentation animale. Les produits en sortie usine sont donc des poudres de caséine présures, des poudres de lactosérum, des poudres de lait écrémé.

Trois types de production sont réalisés sur le site de Mayenne :

- production de caséines à base de lait écrémé : ajout de présure, séparation des protéines par centrifugation, récupération de la caséine, séchage de la caséine en poudre par lit fluidisé ou par attrition. 15 000 tonnes/an de caséine sont produits.
- production de poudre de sérum (lactosérum issus de Charchigné et de Craon) : concentration et cristallisation du lactose, séchage par atomisation. 70 000 t/an de poudre de sérum sont produits.

- production de poudre de protéines de sérum. 1 500 t/an de poudre de protéines sont produits.

L'établissement est équipé de plusieurs filtres à manche en sortie des tours d'atomisation du lactosérum (2 filtres par tours de sérum), de la tour des protéines sériques, des attriteurs (2 filtres). L'établissement exploite également une installation de séchage par lit fluidisé dont les rejets atmosphériques sont traités par un cyclone. L'usine fonctionne 365 j/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données aux constats de la dernière visite d'inspection
- Action régionale relative aux modalités d'auto-surveillance de la qualité des eaux superficielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative - Rubrique 2910 - Constat de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1	/	Sans objet
Cuves de fiouls lourds - Constats de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1	/	Sans objet
Surveillance des émissions sonores - Constat de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 25.5	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
Accréditation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Zone de dépotage de l'HCl - Constat de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 16.1	/	Sans objet
Zone de dépotage de l'acide nitrique/soude - Constat de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 16.1	/	Sans objet
Retention Cubitainers - Constats de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 16.1	/	Sans objet
Déchets souillés - Constat de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 16.1	/	Sans objet
Programme d'auto-surveillance SDE - Constat de la VI du 03/06/2021	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Respect VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet
Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des écarts vis-à-vis de la réglementation ont été constatés lors de la visite d'inspection et l'exploitant devra mettre en oeuvre les mesures correctives adaptées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Zone de dépotage de l'HCl - Constat de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement des véhicules-citernes doivent être étanches reliées à des rétentions de capacités suffisantes.
Constats : Par courrier du 15/07/2021, l'exploitant mentionne qu'en cas de déversement accidentel d'acide chlorhydrique lors de la phase de dépotage : <ul style="list-style-type: none">- la station d'épuration a été dimensionnée pour être capable de recevoir des pH entre 1-14 dans ses réseaux en amont du bassin tampon et de pouvoir isoler toute pollution dans celui-ci, la flore du bassin d'aération ne sera ainsi pas impactée.- lorsqu'une pollution est constatée (pH extrême et/ou charge haute durant un certain laps de temps), la pollution est isolée et le flux by-pass le bassin tampon. <p>De plus, un investissement est prévu d'ici la fin d'année pour augmenter la capacité hydraulique de la STEP :</p> <ul style="list-style-type: none">- changement des pompes sur le poste de relevage,- mise en place d'un nouveau dégrilleur en parallèle de l'existant,- augmentation de la capacité des pompes en sortie du bassin tampon. <p>Le bassin tampon, pour son usage en tant que capacité de rétention de l'aire de dépotage d'acide chlorhydrique, doit être conçu de manière à respecter l'ensemble des dispositions réglementaires applicables et associées à cet objectif.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été rappelé à l'exploitant à ce titre qu'il est tenu de respecter les dispositions des articles 25-I, 25-II et 25-VI A de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>En particulier, il est nécessaire que les volumes disponibles dans ce bassin tampon permettent de répondre aux objectifs de dimensionnement définis au point I de l'article 25. Ces volumes doivent être disponibles en permanence. Par ailleurs, le dispositif d'obturation doit être maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant déclare que, dans un premier temps, la procédure de dépotage sera actualisée en fonction de ces éléments. A ce jour, le basculement des eaux usées du bassin tampon vers le bassin d'aération s'effectue via des pompes. La procédure prévoira l'arrêt des pompes lors de la phase de dépotage et la vérification de la disponibilité en volume. La procédure actualisée de dépotage de l'acide chlorhydrique a été communiquée à l'inspection des installations classées par courriel du 03/06/2022. Dans un deuxième temps, l'exploitant précise qu'il envisage la mise en œuvre d'une rétention dédiée pour cette zone de dépotage (projet à moyen terme).</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Zone de dépotage de l'acide nitrique/soude - Constat de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement des véhicules-citernes doivent être étanches reliées à des rétentions de capacités suffisantes.
Constats : Par courrier du 15/07/2021, l'exploitant précise que des travaux de mise en place d'une zone de rétention pour le dépotage de l'acide nitrique et de la soude sont prévus. La commande a été transmise aux prestataires qui prévoient une mise en service de la rétention pour fin octobre 2021. Dans cette attente, et afin d'éviter toute pollution du réseau d'assainissement d'eaux pluviales, ce dernier sera obturé systématiquement lors des opérations de dépotage d'acide nitrique et de soude. Par courriel du 19/10/2021, l'exploitant a informé l'inspection de l'avancement des travaux de mise en conformité. L'exploitant précise que la fosse de rétention est construite. Il est attendu un retour du fournisseur de résine pour s'assurer de la bonne résistance de la résine à l'acide nitrique à 58%. La fin des travaux est estimée à novembre 2021. L'exploitant déclare que les travaux se sont terminés à la fin de l'année 2021. Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de la nouvelle zone de dépotage dédiée aux approvisionnements en soude et en acide nitrique 58 %. Une fosse bétonnée et recouverte d'une résine a été aménagée. La capacité de rétention est suffisante pour les activités de dépotage réalisées. Une vanne, devant être constamment fermée lors des phases de dépotage, permet, d'une part, le confinement total en cas de déversement et, d'autre par, la vidange des eaux pluviales. La procédure actualisée de dépotage de ces substances a été communiquée à l'inspection des installations classées par courriel du 03/06/2022.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Retention Cubitainers - Constats de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes: . 100 % de la capacité du plus grand réservoir . 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à : . 50 % de la capacité totale des fûts pour les liquides inflammables . 20 % de la capacité totale des fûts pour les autres cas, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Par courrier du 15/07/2021, l'exploitant précise que les cubitainers ont été immédiatement déplacés vers une zone imperméabilisée et canalisée vers l'entrée de la station d'épuration afin d'écarter tout risque de fuite non maîtrisée. Cette situation est temporaire et devra permettre d'attendre la réalisation d'un dispositif de stockage adapté, sur rétention dont les travaux démarreront en septembre 2021 pour une finalisation prévue début novembre 2021. Par courriel du 19/10/2021, l'exploitant a informé l'inspection de l'avancement des travaux de mise en conformité. L'exploitant précise que la dalle est construite. Le montage des racks de stockage et la clôture de la zone se feront début novembre selon le planning initialement établi. Au cours de l'inspection, l'exploitant déclare que les travaux annoncés ont été réalisés. La visite des installations a permis de constater le retour à la conformité réglementaire au sein de cette zone. L'exploitant a réalisé des travaux d'imperméabilisation au droit de la zone concernée et des rayonnages sur deux hauteurs équipés de rétention et d'une protection contre la pluie ont été installés. Le rayonnage permet le stockage sécurisé d'une trentaine de cubitainers.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets souillés - Constat de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement
Prescription contrôlée : Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans les conditions conformes au présent arrêté ou seront éliminés comme des déchets.
Constats : Par courrier du 15/07/2021, l'exploitant précise que le sable a été récuré et évacué le 23 juin 2021 par la société Chimirec et que le bordereau de suivi de déchet de collecte et le bordereau de suivi de déchet de regroupement seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception de ce dernier. Au cours de l'inspection, l'exploitant a transmis le bordereau de suivi de déchets complété du sable souillé. 3,5 tonnes de sables souillés ont été évacués. Lors de la visite des installations, il a été constaté que le sable souillé a bien fait l'objet d'une évacuation.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative - Rubrique 2910 - Constat de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral complémentaire du 09 juillet 2020 actualise le tableau de nomenclature des installations du site, notamment la rubrique 3110 : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière C1 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 19,57 MW• Chaudière C2 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 19,57 MW• Chaudière air chaud C3 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 7,31 MW<ul style="list-style-type: none">• Groupe électrogène GE1 d'une puissance de 4 MW• Groupe électrogène GE2 d'une puissance de 4 MW• Groupe électrogène GE3 d'une puissance de 4 MW• Groupe électrogène GE4 d'une puissance de 3,65 MW• Groupe électrogène GE5 d'une puissance de 3,39 MW Soit une puissance thermique totale de 65,49 MW
Constats : Pour rappel, le constat de la visite d'inspection du 03/06/2021 était le suivant : « l'inspection des installations classées s'interroge sur le classement du brûleur Veine d'air Maxon NPLE pour l'alimentation de la tour de séchage n°2 au titre de la rubrique 3110. De par les éléments de la fiche technique K issue du document Fiches Techniques Combustion de novembre 2019, cette installation serait à classer sous la rubrique 3110. L'exploitant doit se positionner à ce sujet ». Par courrier du 15/07/2021, l'exploitant précise qu'il se renseigne auprès des prestataires, bureaux d'étude pour valider son positionnement par rapport à la rubrique 3110. Une fois validé, il sera communiqué à l'inspection des installations classées. Au cours de l'inspection, l'exploitant précise que le positionnement de cette installation vis-à-vis de la rubrique 2910 est en cours et qu'a priori, un reclassement sous cette rubrique serait sollicité. Il a été demandé à l'exploitant de formaliser par écrit sa demande d'ajout du brûleur veine d'air parmi les installations concernées par la rubrique 2910.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cuves de fiouls lourds - Constats de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1	
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature	
Prescription contrôlée :	
Rubrique	4734-2
Suppression des cuves de deux cuves de fioul lourds et d'une cuve de graisse animale (200, 300 et 300 m ³) à compter du 31/12/2021.	
Constats : Par courrier du 15/07/2021, l'exploitant mentionne <ul style="list-style-type: none">- que le bordereau de suivi de déchets de l'élimination du fioul lourd et des graisses animales ainsi que des photographies seront envoyés à l'inspection des installations classées dès réception ;- que Monsieur le Préfet sera notifié de la cessation des activités sus-mentionnées dès la fin des travaux ;- qu'une étude de sol au droit des tanks de fioul lourd et graisse animale devra permettre de déterminer la qualité des sols. <p>Par courriel du 19/10/2021, l'exploitant a informé l'inspection de l'avancement des travaux de mise en conformité. L'exploitant précise que le sous-traitant de DMA demande des repérages amiante avant travaux de démolition. Cette étude a été commandée mais sa réalisation et les analyses qui suivront entraînent un retard. La fin des travaux était estimée à décembre 2021.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi de déchets relatifs à la vidange des réservoirs de fiouls lourds et de graisses animales. Compte tenu des quantités résiduelles de fiouls lourds, les enlèvements ont été effectués en plusieurs fois. Les BSD fournis sont correctement complétés. Les évacuations ont été réalisées au cours des mois de novembre et décembre 2021.</p> <p>L'exploitant déclare que, dans la foulée, les réservoirs ont été ferrailés après avoir été nettoyés et dégazés. Un constat de dégazage daté du 30/12/2021 a été remis à l'inspection. L'opération a été réalisée par la société DMA Environnement. Lors de la visite des installations, il a bien été constaté que les réservoirs de fiouls lourds et de graisses animales ont été enlevés. A noter que, compte tenu de la présence d'amiante au sein des joints de brides, celles-ci sont toujours présentes au sein des fosses de rétention. Un prochain enlèvement est programmé.</p> <p>Des investigations pour déterminer la qualité des sols au droit des deux fosses de rétention sont programmées les 22 et 23 juin 2022. L'intervention sera réalisée par la Société SEREA Environnement. Une copie du bon de commande daté du 24/05/2022 a été remis à l'inspection des installations classées. Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de taches d'hydrocarbures au sein de la rétention des anciennes cuves de fiouls lourds. En application de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, il a été demandé à l'exploitant de curer les zones où des indices visuels évidents de pollution par des hydrocarbures sont identifiés.</p> <p>A ce jour, la notification de la cessation partielle d'activité n'a pas été réalisée. L'exploitant s'est engagé à la réaliser sous un délai d'un mois.</p>	
Observations : -	
Type de suites proposées : Susceptible de suites	
Proposition de suites : Sans objet	

Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions sonores - Constat de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 25.5
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans, à ses frais, un contrôle des niveaux d'émission sonore générés par son établissement ; le contrôle du niveau de bruit et de l'émergence, aux points reportés sur le plan annexé, sera effectué par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures (émergence en zone réglementée et niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement) sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées ; en cas de non conformité, ils lui seront transmis et accompagnés de propositions en vue de corriger la situation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe à l'arrêté du 23/01/1997 (basée sur la norme NFS 31.010 - décembre 1996), et dans des conditions représentatives de l'ensemble de la période de fonctionnement de l'établissement ; la durée de chaque mesure est d'une demi-heure au moins.
Constats : Par courrier du 15/07/2021, l'exploitant précise qu'un audit est prévu en fin d'année 2021 afin d'identifier les émissaires de bruit sur le site. Cet audit permettra d'établir une stratégie d'actions à moyen et long terme afin d'atteindre la conformité réglementaire. La stratégie d'actions, une fois définie, sera transmise à l'inspection des installations classées. Au cours de l'inspection, l'exploitant déclare que la société dB Vib a réalisé une étude d'impact acoustique du site. Une copie du rapport (ref. CVI07920_AINDU_CMI_RA – Version n°2 du 07/04/2022) a été communiquée à l'inspection au cours de la visite. Des mesures acoustiques ont été réalisées en champ proche au droit des principales sources d'émissions sonores du site. Près d'une cinquantaine de sources sonores ont été identifiées. Une simulation acoustique environnementale a été réalisée à l'aide du logiciel WOLFEL. Afin de réduire l'impact acoustique du site dans l'environnement, des traitements acoustiques sont proposés. Pour chacun des traitements proposés, une estimation des gains acoustiques est présentée. L'exploitant précise que des devis sont en cours et qu'une stratégie d'actions à court, moyen et long terme sera proposée à l'inspection des installations classées.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : L'exploitant déclare que les effluents aqueux traités issus de la station d'épuration sont rejetés dans le réseau d'eaux pluviales de la ville de Mayenne. Les eaux sont ensuite rejetées dans la rivière de la Mayenne. Au droit du point de rejet des eaux dans la rivière de la Mayenne, de la mousse peut se produire car le rejet ne s'effectue pas directement dans la rivière de la Mayenne mais au sein d'un renforcement. Par ailleurs, compte tenu du dénivelé, l'eau issue de l'ouvrage public effectue une chute d'environ 1 m de hauteur avant de rejoindre le niveau de la rivière de la Mayenne. Il convient que l'exploitant se rapproche de la collectivité en charge de la gestion de cet ouvrage afin de respecter les dispositions du présent article, à savoir que l'ouvrage de rejet doit permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu naturel.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Programme d'auto-surveillance SDE - Constat de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.
Constats : Par courriel du 15/07/2021, les résultats d'analyses complémentaires sur certains paramètres des rejets aqueux ont été transmis par courriel à l'inspection des installations classées le 07 juin 2021. Après examen par l'inspection des installations classées des éléments fournis par l'exploitant, les modalités de surveillance des micro-polluants contenus dans les effluents traités sont définies par les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2021.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2021 actualise les dispositions réglementaires relatives aux modalités d'auto-surveillance des rejets aqueux et à la définition des valeurs limites d'émission en flux et en concentration. Ces dispositions ont été actualisées suite à la demande de l'exploitant de raccorder et de traiter la part non valorisée des eaux de condensats. Conformément aux dispositions réglementaires, l'exploitant déclare ses résultats d'auto-surveillance de la qualité de ses rejets aqueux sur l'application GIDAF dont le cadre de surveillance a été actualisé suite à la publication de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/07/2021. Une extraction des données de GIDAF sur la période de septembre 2021 à mars 2022 a été éditée. L'examen des données sur cette période met en évidence le respect des fréquences de mesure pour l'ensemble des paramètres du programme de mesure. A noter toutefois que la surveillance des paramètres devant faire l'objet d'une mesure annuelle (nonylphénols, AOX et Zinc) n'a pas été réalisée sur cette période.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2021 actualise les dispositions réglementaires relatives aux modalités d'auto-surveillance des rejets aqueux et à la définition des valeurs limites d'émission en flux et en concentration. Ces dispositions ont été actualisées suite à la demande de l'exploitant de raccorder et de traiter la part non valorisée des eaux de condensats. Conformément aux dispositions réglementaires, l'exploitant déclare ses résultats d'auto-surveillance de la qualité de ses rejets aqueux sur l'application GIDAF dont le cadre de surveillance a été actualisé suite à la publication de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/07/2021. Une extraction des données de GIDAF sur la période de septembre 2021 à mars 2022 a été éditée. L'examen des données sur cette période selon les critères de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 met en évidence le respect des VLE en concentration et en flux sur l'ensemble des paramètres mesurés. Il convient toutefois de noter que de nombreux dépassements du débit limite sont observés au cours du mois de décembre 2021. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que ces dépassements du volume de rejet sont liés à des consommations exceptionnelles en eau associées à la mise en route des nouvelles installations de l'atelier Caséine. Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de s'assurer du respect des limites imposées qu'elle que soit la période de l'année et qu'elles que soient les conditions d'exploitation.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accréditation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'auto-surveillance de la qualité des rejets aqueux (échantillonnage et analyses) est réalisée par l'exploitant lui-même. L'échantillon est réalisé à l'aide d'un préleveur automatique et les analyses de l'échantillon porte sur les paramètres suivants : DCO, MES, Nitrates, Azote total, Phosphore total, pH, température. En parallèle de ces propres analyses, l'exploitant envoie les échantillons du lundi et du mercredi pour des analyses « contradictoires » au sein du LDA 53. En sus, le laboratoire LDA53 réalise l'analyse des paramètres suivants : DBO5, NO2, NH4, NKJ et Chlorures. Le site est soumis au suivi régulier des rejets au titre de l'article R. 213-48-6 du code de l'environnement pour la détermination de sa redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique. Le courrier de décision initiale d'agrément au titre du SRR est daté du 16 mars 2020. Une copie de ce courrier a été remise à l'inspection des installations classées. Le dernier rapport de validation périodique du suivi régulier des rejets date du 21/05/2021 (Rapport IRH n°PDLP210177-21-131-R0). Celui-ci a été rédigé par la société IRH Ingénieur Conseil et fait état d'une cotation de 9,3/10 du dispositif de suivi régulier des rejets. Une copie de l'attestation du renouvellement de l'agrément du dispositif de suivi régulier des rejets devra être communiquée à l'inspection des installations classées.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant déclare que le contrôle de recalage est réalisé tous les deux ans lors du rapport de validation du SRR. Le dernier rapport de validation périodique du suivi régulier des rejets date du 21/05/2021 (Rapport IRH n°PDLP210177-21-131-R0). Celui-ci a été rédigé par la société IRH Ingénieur Conseil. Après examen de ce rapport de validation, le comparatif analytique a été réalisé sur la base d'un échantillon constitué par le préleveur automatique de l'établissement. Les analyses ont été réalisées par le laboratoire LDA 53, laboratoire agréé sur la matrice "Eaux résiduaires" pour les paramètres DCO, DBO5, NKJ, MES, Pt, No2 et NO3.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet